



Assemblée générale

UN LIBRARY

UN/ISA COLLECTION

Distr.
LIMITEE

A/C.1/44/L.8/Rev.1

14 novembre 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
PREMIERE COMMISSION
Point 66 a) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DESARMEMENT

Autriche, Bahreïn, Belgique, Cameroun, Chine,
Costa Rica, Danemark, Haïti, Indonésie, Nigéria,
République démocratique allemande, République
socialiste soviétique de Biélorussie, Roumanie,
Sri Lanka, Suède, Togo et Zaïre : projet de
résolution

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport annuel de la Commission du désarmement 1/,

Soulignant de nouveau qu'il importe de donner effectivement suite aux recommandations et décisions pertinentes contenues dans le Document final de sa dixième session extraordinaire 2/, la première consacrée au désarmement,

Tenant compte des sections pertinentes du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire 3/, la deuxième consacrée au désarmement,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 42 (A/44/42).

2/ Résolution S-10/2.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

Tenant également compte des opinions très répandues qui ont été exprimées lors de sa quinzième session extraordinaire, la troisième consacrée au désarmement,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions de la dixième session extraordinaire,

Rappelant ses résolutions 33/71 H du 14 décembre 1978, 34/83 H du 11 décembre 1979, 35/152 F du 12 décembre 1980, 36/92 B du 9 décembre 1981, 37/78 H du 9 décembre 1982, 38/183 E du 20 décembre 1983, 39/148 R du 17 décembre 1984, 40/152 F du 16 décembre 1985, 41/86 E du 4 décembre 1986, 42/42 G du 30 novembre 1987 et 43/78 A du 7 décembre 1988,

1. Prend acte du rapport annuel de la Commission du désarmement 1/,
2. Note que la Commission du désarmement n'a pu encore achever l'examen de certains points de son ordre du jour, mais note aussi avec satisfaction qu'elle a progressé sur certains d'entre eux;
3. Rappelle que la Commission du désarmement est l'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;
4. Souligne qu'il importe que la Commission du désarmement travaille sur la base d'un ordre du jour approprié concernant les thèmes du désarmement, qui lui permette de concentrer ses efforts et donc de progresser davantage sur des sujets précis conformément à la résolution 37/78 H;
5. Note qu'il y a eu des consultations sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement dans le domaine du désarmement;
6. Note avec satisfaction que ces consultations ont permis d'aboutir à une entente sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission, dont le texte figure en annexe;
7. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes, à sa session de fond de 1990, sur les points de son ordre du jour qui restent à examiner, en tenant compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ainsi que des résultats de sa session de fond de 1989;
8. Prie également la Commission du désarmement de se réunir en 1990, pendant quatre semaines au plus, et de lui présenter, à sa quarante-cinquième session, un rapport de fond contenant des recommandations concrètes sur les points de son ordre du jour;

9. Prie le Secrétaire général de communiquer à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement 4/, ainsi que tous les documents officiels de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et d'accorder à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

10. Prie également le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens nécessaires à cet effet;

11. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 27 (A/44/27).

ANNEXE

Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement

1. Mandat

La Commission du désarmement confirme son mandat, énoncé au paragraphe 118 a) du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 2/, la première consacrée au désarmement (ci-après dénommé le "Document final").

2. Mode d'adoption des décisions

Le mode d'adoption des décisions décrit au paragraphe 118 b) du Document final devrait être conservé.

3. Points de l'ordre du jour

1. La Commission du désarmement pourrait avoir un ordre du jour général et un ordre du jour de travail pour chaque session de fond. L'ordre du jour de travail devrait être arrêté d'un commun accord lors de la session d'organisation de la Commission.
2. Il conviendrait, pour chaque session, de ne pas prévoir plus de quatre questions de fond, lesquelles feraient l'objet d'un examen approfondi.
3. A partir de 1991, aucun thème ne devrait en principe rester inscrit à l'ordre du jour de travail pendant plus de trois années de suite. La Commission, à chaque session, reverrait en vue d'une éventuelle reprise d'examen tout thème dont l'examen aurait été suspendu.
4. Si l'accord ne peut se faire sur tel ou tel point de l'ordre du jour, il conviendrait de faire figurer dans le rapport de la Commission une déclaration commune ou un résumé des débats établi par le Président, où seraient exposées les vues ou positions des diverses délégations, plus particulièrement lorsqu'il s'agirait de points dont on envisage de suspendre l'examen pendant un certain temps.
5. La Commission devrait s'efforcer d'achever à sa session de 1990 l'examen de tous les points de son ordre du jour, à l'exception des questions de fond nouvelles.

4. Organes subsidiaires

1. A chacune de ses sessions annuelles, la Commission du désarmement devrait créer au maximum quatre organes subsidiaires pour l'examen des questions de fond inscrites à son ordre du jour. Elle devrait décider, lors de sa session d'organisation, de la répartition des points entre les quatre organes subsidiaires et de la nomination des présidents de ces organes, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable.

2. La présidence des organes subsidiaires devrait en principe changer chaque année; la Commission pourrait toutefois, à sa session d'organisation, décider de proroger le mandat de tel ou tel président dans l'intérêt de la bonne marche des travaux et d'une prompte conclusion de l'examen d'une question.

5. Durée des sessions de fond

1. La Commission du désarmement devrait se réunir pendant quatre semaines au maximum pour procéder à un examen approfondi des questions de fond.

2. Il conviendrait, conformément à la pratique établie, de laisser une certaine souplesse à la durée de chaque session de fond, laquelle pourrait être abrégée. Pour utiliser au mieux les services de conférence disponibles, la Commission devrait décider de la durée de chaque session de fond lors de sa session d'organisation.

6. Organisation des travaux des sessions

1. Il y aurait à chaque session un débat général en séance plénière sur les questions inscrites à l'ordre du jour, débat qui ne devrait pas dépasser trois jours.

2. Sauf dans le cas de questions nouvelles, il ne devrait pas y avoir d'échange de vues général dans les organes subsidiaires. L'échange de vues général sur les questions nouvelles ne devrait pas prendre plus de deux séances.

3. Les organes subsidiaires pourraient se mettre au travail sans attendre l'achèvement de l'échange de vues général en séance plénière.

4. Il conviendrait de ne pas tenir plus de deux séances formelles simultanément. Cette restriction ne s'appliquerait pas aux consultations informelles.

5. Il conviendrait d'assurer aux séances de la Commission et de ses organes subsidiaires des services de conférence complets.

6. Tous les membres du Bureau de la Commission devraient être élus lors de la session d'organisation.

7. Consultations

Le Président de la Commission du désarmement devrait procéder à des consultations sur les questions intéressant les travaux de la Commission, notamment sur son ordre du jour de travail, pendant toute l'année et plus spécialement pendant les séances de la Première Commission de l'Assemblée générale.
